

# «L'UE aura appris à la dure qu'elle ne peut plus dépendre d'un seul fournisseur»

**ÉNERGIE** Avec l'annonce dans la nuit de lundi à mardi de l'embargo européen sur le pétrole russe, le prix du baril de brut a repassé au-dessus du seuil des 120 dollars. Et pour Jean-François Lambert, consultant spécialisé en matières premières, il ne devrait pas baisser dans l'immédiat

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉTIENNE MEYER-VACHERAND

@etiennemeyva

Au moment où l'Union européenne annonçait un embargo visant à se passer de 90% des importations de pétrole russe d'ici à la fin de l'année, dans la nuit de lundi à mardi, le baril de Brent atteignait les 123 dollars. Il n'avait plus dépassé le seuil des 120 dollars depuis la fin du mois de mars. Pour le moment, le Conseil fédéral n'a pas encore indiqué s'il comptait reprendre l'embargo à l'instar des précédentes sanctions européennes. Mais même si la Suisse n'importe pas de pétrole brut depuis la Russie, elle pourrait être «affectée par une pénurie de produits pétroliers russes», alerte l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique (OFAE) sur son site. Pas moins de 75% des produits pétroliers transformés comme l'essence ou le diesel sont achetés auprès de l'Union européenne. Pour Jean-François Lambert, consultant spécialisé en matières premières, si les alternatives au pétrole russe existent, les impératifs logistiques et la situation géopolitique ne devraient pas permettre une baisse des prix à court terme.

**Quelles sont les alternatives au pétrole russe pour l'Europe?** Il y en a beaucoup. Mais le vrai sujet du pétrole russe ce n'est pas tant les alternatives que les prix et la



## «La solution pour alimenter les raffineries européennes ne va pas être évidente à trouver»

logistique. La rupture avec l'approvisionnement russe déséquilibre la demande et l'offre. Il y a aujourd'hui une forte augmentation des prix immédiats qui sont beaucoup plus élevés que les tarifs à terme, à l'inverse d'une structure de prix classique. Le pétrole de substitution va se trouver auprès de sources traditionnelles comme l'OPEP. Mais celle-ci, dans une optique de bonnes relations avec la Russie, n'envisage pas d'augmenter sa production. Un substitut fort serait le pétrole iranien, mais aucun accord [sur le nucléaire, ndlr] n'a été conclu avec les États-Unis, alors que l'on aurait pu penser que la situation actuelle pousserait à une entente rapide.

L'autre dimension est logistique. Une bonne partie de l'approvisionnement russe vers l'Europe se fait via des pipelines. Comme on a pu le constater, l'embargo européen prévoit que ces pipe-

lines continueront d'être approvisionnés notamment pour des pays comme la Hongrie. Mais il faudra donc des changements de stratégie d'approvisionnement.

**Pour le moment, le Conseil fédéral n'a pas annoncé la reprise de cet embargo. La Suisse peut-elle échapper à ses effets?** Penser que la Suisse est isolée est une erreur. Sans parler de politique, elle fait partie de l'ensemble européen et du monde occidental. Que ce soit directement ou par effet ricochet, je ne vois pas comment la Suisse peut se détacher de l'embargo européen.

**Comment se fait-il que les prix à la pompe soient si élevés alors que les prix du brut sont encore loin des records de 2008?** Il y a un élément domestique puisque les prix à la pompe dépendent aussi des taxes gouvernementales. Au-delà de ça, il y a un problème de raffinerie. Les marges de raffinage ont explosé, il y a une grosse demande de produits raffinés et des complications d'approvisionnement de l'industrie en brut. Mécaniquement, les prix des produits raffinés explosent.

Il y a aussi un problème spécifique au diesel dont l'essentiel est importé de Russie [plus de 50% des importations européennes en 2021, ndlr]. La solution pour alimenter les raffineries européennes ne va pas être évidente à trouver. Fin mars, la plupart des négociants prévenaient que l'on pourrait assister à une pénurie de diesel d'ici l'été.

**Quelles vont être les conséquences de l'augmentation du brut pour les ménages?** Il y a des stratégies de pays à pays pour tasser les prix du marché. Mais tant qu'il y a cet effet mécanique et une incertitude géopolitique, je ne vois pas comment les prix des produits pétroliers, qui sont indispensables au fonctionnement de nos sociétés, peuvent baisser.

La seule façon de voir les prix des matières premières diminuer, ce serait par une destruction de la demande, si les gens commençaient à faire des économies en se passant de certains produits. Mécaniquement, il y aurait une moindre demande de matières premières, mais paradoxalement ce serait une très mauvaise nouvelle, parce qu'elle signifierait que la situation économique des pays européens serait très compliquée. Cela se traduirait par un ralentissement de la croissance couplé à une montée de l'inflation, et nous entrerions dans une situation de stagflation, avec le pire des deux mondes.

L'autre hypothèse, qui paraît hors de portée actuellement, ce serait lapaix et un retour à la normale. Même dans ce scénario, il est probable que la Russie soit dura-

blement sortie de l'équation de l'offre. L'Europe aura appris à la dure qu'elle ne peut plus dépendre d'un seul fournisseur.

**Les annonces d'un déconfinement en Chine peuvent-elles contribuer à la hausse des prix du pétrole?** Il y a un effet immédiat et un effet à moyen terme. Immédiatement, cela pourrait signifier une relance de l'économie chinoise. Si elle venait à repartir, son dynamisme est tel que la demande déjà forte de produits pétroliers augmenterait substantiellement, avec tous les problèmes d'approvisionnement et de logistique qui se posent déjà. Mais à moyen terme, le redémarrage de l'économie chinoise pourrait donner un coup de fouet à l'économie mondiale et éviter un climat récessif. Ce serait plutôt une bonne nouvelle. ■

## SUR LE FIL UKRAINIEN

■ **La société énergétique danoise Orsted a annoncé mardi que la livraison de gaz russe vers le Danemark serait suspendue à partir du 1er juin à 6h heure locale, après qu'Orsted a refusé de régler le paiement en roubles.** Moscou avait annoncé qu'elle accepterait seulement les paiements de livraisons de gaz naturel dans sa devise nationale. Le gaz représente 18% de l'énergie consommée chaque année au Danemark. La production nationale représentait les trois quarts du gaz consommé en 2019. La Russie est l'une des principales sources d'importation de gaz naturel. AFP

■ **La principale banque russe Sberbank a affirmé mardi que son exclusion du système financier international Swift, décidée lundi soir par l'Union européenne, n'aura qu'un effet limité.** Les États-Unis ont déjà imposé de sévères contraintes à Sberbank, gelant début avril tous ses avoirs «en contact avec le système financier américain», et interdisant toute transaction avec des acteurs américains. Swift est l'un des plus importants réseaux de messagerie financière, permettant le transit des ordres de paiement, des ordres de transferts de fonds, des ordres d'achat et de vente de valeurs mobilières, etc. AFP